

No. 32214

---

**UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN  
AND NORTHERN IRELAND  
and  
FRANCE**

**Exchange of letters constituting an agreement concerning the use of files and the protection of personal information and computerized data in the control zones of the Channel Fixed Link. Paris, 10 June 1994**

*Authentic texts: English and French.*

*Registered by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland on 25 October 1995.*

---

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE  
ET D'IRLANDE DU NORD  
et  
FRANCE**

**Échange de lettres constituant un accord relatif à l'utilisation de fichiers et à la protection des informations nominatives et du traitement des données dans la zone de contrôles de la liaison fixe trans-Manche. Paris, 10 juin 1994**

*Textes authentiques : anglais et français.*

*Enregistré par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 25 octobre 1995.*

EXCHANGE OF LETTERS CONSTITUTING AN AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONCERNING THE USE OF FILES AND THE PROTECTION OF PERSONAL INFORMATION AND COMPUTERISED DATA IN THE CONTROL ZONES OF THE CHANNEL FIXED LINK

ÉCHANGE DE LETTRES CONSTITUANT UN ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE RELATIF À L'UTILISATION DE FICHIERS ET À LA PROTECTION DES INFORMATIONS NOMINATIVES ET DU TRAITEMENT DES DONNÉES DANS LA ZONE DE CONTRÔLES DE LA LIAISON FIXE TRANS-MANCHE

I

*Her Majesty's Ambassador at Paris to the Minister of Foreign Affairs  
of the French Republic*

BRITISH EMBASSY  
PARIS

10 June 1994

Your Excellency,

I refer to the Protocol between the Government of the French Republic and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland concerning Frontier Controls and Policing, Co-operation in Criminal Justice, Public Safety and Mutual Assistance relating to the Channel Fixed Link, signed at Sangatte on 25 November 1991,<sup>2</sup> and I have the honour to make, on behalf of my Government, the following proposal:

The two governments note that Article 9 of the aforementioned Protocol stipulates that "the laws and regulations relating to frontier controls of the adjoining State shall be applicable in the control zone situated in the host State and shall be put into effect by the officers of the adjoining State in the same way as in their own territory". They interpret that Article as meaning in particular that the laws and regulations of the adjoining State relating to automatic processing of personal

<sup>1</sup> Came into force on 10 June 1994, the date of the letter in reply, in accordance with the provisions of the said letters.

<sup>2</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1747, No. 1-30456.

Vol. 1892, 1-32214

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 10 juin 1994, date de la lettre de réponse, conformément aux dispositions desdites lettres.

information and of personal data shall be applicable, in the control zone situated in the host State, with regard to the use of their files and automatic processing equipment by officers of the adjoining State.

Consequently:

1. French legislation shall be applicable to personal information processed by French officers empowered to operate in the control zone defined by the Protocol, including occasions when those officers are in British territory, whether in the terminal installations of the Fixed Link, in stations or on board trains; those officers shall accordingly be empowered to apply French legislation in the same way as if they were in the territory of the French Republic. The *Commission nationale de l'informatique et des libertés* shall ensure, in accordance with the provisions of national law, that the use by the latter of their data-processing terminals, including their use in British territory, shall be in conformity with the provisions of French law concerning the protection of personal data. British legislation shall not apply to personal information processed by French officers when they are operating in the control zone situated in British territory.

2. British legislation shall be applicable to personal information processed by British officers empowered to operate in the control zone defined by the Protocol, including occasions when those officers are in French territory, whether in the terminal installations of the Fixed Link, in stations or on board trains; those officers shall accordingly be empowered to apply British legislation in the same way as if they were in the territory of the United Kingdom. The Data Protection Registrar shall be empowered to exercise his supervisory powers over the processing of personal data by those officers, including whilst they are on French territory. French legislation shall not apply to personal information processed by British officers when they are operating in the control zone situated in French territory.

I should be obliged if you would let me know if the foregoing proposals are acceptable to your Government. If so, this letter and your reply shall constitute an agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of your reply.

CHRISTOPHER MALLABY

[TRADUCTION — TRANSLATION]

*L'Ambassadeur de Sa Majesté au Ministre des affaires étrangères  
de la République française*

AMBASSADE BRITANNIQUE  
PARIS

Le 10 juin 1994

Monsieur le Ministre,

[Voir lettre II]

CHRISTOPHER MALLABY

## II

*The Minister of Foreign Affairs of the French Republic  
to Her Majesty's Ambassador at Paris<sup>1</sup>*

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS  
PARIS

10 June 1994<sup>2</sup>

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 10 juin 1994, dont la teneur suit:

“Monsieur le Ministre,

Je me réfère au Protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe trans-Manche signé à Sangatte le 25 novembre 1991<sup>3</sup>, et j'ai l'honneur de vous faire, d'ordre de mon Gouvernement, la proposition suivante

Les deux Gouvernements notent que l'article 9 du protocole susmentionné stipule que “les lois et règlements de l'Etat limitrophe relatifs aux contrôles frontaliers sont applicables dans la zone de contrôles située dans l'Etat de séjour et sont mis en oeuvre par les agents de l'Etat limitrophe dans les mêmes conditions que sur leur propre territoire”. Ils interprètent cet article comme signifiant, en particulier, que les lois et règlements de l'Etat limitrophe relatifs au traitement automatisé des informations nominatives et des données nominatives sont applicables dans la zone de contrôles située dans l'Etat de séjour pour ce qui concerne l'utilisation, par les agents de l'Etat limitrophe, de leurs fichiers et équipements de traitement automatisé.

En conséquence:

1. La législation française est applicable aux informations nominatives traitées par des agents français habilités à opérer dans la zone de contrôles définie par le Protocole, y compris lorsque ces agents se trouvent sur le territoire britannique, que ce soit dans les installations terminales de la liaison fixe, dans les gares ou à bord des trains; ces agents sont donc habilités à appliquer la législation française de la même manière que s'ils se trouvaient sur le territoire de la République française. La Commission nationale de l'informatique et des libertés veillera, conformément aux dispositions de la législation nationale, à ce que l'utilisation par ces derniers de leurs terminaux informatiques, y compris sur le territoire britannique, respecte les dispositions de la loi française sur la protection des données à caractère personnel. La législation britannique ne s'applique pas aux informations nominatives traitées par les agents français lorsqu'ils opèrent dans la zone de contrôles située sur le territoire britannique.

<sup>1</sup> Le Ministre des affaires étrangères de la République française à l'Ambassadeur de Sa Majesté à Paris.

<sup>2</sup> Ministère des affaires étrangères, Paris, le 10 juin 1994.

<sup>3</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1747, n° 1-30456.

2. La législation britannique est applicable aux informations nominatives traitées par les agents britanniques habilités à opérer dans la zone de contrôles définie par le Protocole, y compris lorsque ces agents se trouvent sur le territoire français, que ce soit dans les installations terminales de la liaison fixe, dans les gares ou à bord des trains; ces agents sont donc habilités à appliquer la législation britannique de la même manière que s'ils se trouvaient sur le territoire du Royaume-Uni. Le *Data Protection Registrar* est habilité à exercer ses pouvoirs de contrôle sur le traitement par ces agents des données à caractère personnel, y compris quand ils se trouvent sur le territoire français. La législation française ne s'applique pas aux informations nominatives traitées par les agents britanniques lorsqu'ils opèrent dans la zone de contrôles située sur le territoire français.

Je vous serais obligé de me faire savoir si les propositions qui précèdent sont acceptables par votre Gouvernement. Dans ce cas, cette lettre et votre réponse constitueront un accord entre nos deux Gouvernements qui entrera en vigueur à la date de votre réponse.”

Ces propositions rencontrant l'agrément du Gouvernement de la République française, votre lettre et ma réponse constituent un accord entre nos deux Gouvernements qui entre en vigueur à la date de la présente réponse.

Je vous prie de croire, Monsieur l'Ambassadeur, à l'assurance de ma haute considération.

ALAIN JUPPÉ

[TRANSLATION — TRADUCTION]<sup>1</sup>

Your Excellency,

I have the honour to refer to your letter of 10 June 1994, which reads as follows:

*[See letter I]*

Since these proposals are acceptable to the Government of the French Republic, your letter and my reply shall constitute an Agreement between our two Governments which shall enter into force on the date of this reply.

Please accept, Your Excellency, the assurance of my high consideration.

ALAIN JUPPÉ

---

<sup>1</sup> Translation supplied by the Government of the United Kingdom — Traduction fournie par le Gouvernement du Royaume-Uni.

